

**PASCAL HINTERMEYER &
PATRICK SCHMOLL**

Laboratoire "Cultures et sociétés en Europe"
(UMR du CNRS n° 7043)
Université Marc Bloch, Strasbourg
<hinterm@umb.u-strasbg.fr>
<schmoll@umb.u-strasbg.fr>

Nouvelles figures de la guerre

Vers un changement de paradigme

Dans ses *Cinq leçons de morale*¹, Umberto Eco oppose les modèles de ce qu'il appelle la paléo-guerre et la néo-guerre. Le premier modèle, qui correspond pour l'essentiel à la vision de Clausewitz, tend à présenter la guerre comme une série de coups échangés de part et d'autre d'une ligne de front par des adversaires mutuellement bien identifiés. Les protagonistes, dans ce modèle, sont des États-nations, ancrés dans des territoires dont les armées défendent les frontières. Les formes de la guerre sont conditionnées par des distinctions claires entre l'intérieur et l'extérieur, et entre les domaines civil et militaire. Les fronts sont délimités, les médias sont au service de la cohésion nationale pour soutenir l'effort de guerre, les populations civiles et les pays non concernés ne pâtissent des effets de la guerre que du fait de retombées considérées comme indirectes.

La guerre du Kosovo, l'intervention américaine en Afghanistan, la seconde guerre du Golfe ont confirmé l'émergence d'autres figures de la guerre. Dans celles-ci, les frontières, les fronts et les distinctions classiques ne sont plus clairement marqués. Les entreprises multinationales pèsent plus lourd que certains États, et les États-Unis, désignant l'attaque des tours du World

Trade Center en 2001 comme un «acte de guerre», reconnaissent du même coup à une organisation terroriste un statut d'alter-ego, de quasi-État. Les médias n'agissent plus au service univoque du pays et ont une influence dispersive, les cibles suscitent des discours antagoniques, et celui qui écrase l'adversaire par trop de morts prend le risque de perdre la guerre devant sa propre opinion publique. Les interventions de pays extérieurs ne sont plus clairement ressenties comme des ingérences. Les combats évoluent en milieu urbain, où l'ennemi se déplace dans un espace tridimensionnel, s'infiltré ou se maintient sur les flancs ou les arrières. L'ennemi lui-même peut être une armée conventionnelle, ou un groupe de francs-tireurs ou un réseau terroriste, qui se confondent avec une population qui peut être sympathisante, passive ou hostile. Certaines opérations militaires tendent à se confondre, et d'ailleurs à être présentées médiatiquement, comme des opérations de police. La figure de l'ennemi «intérieur» menace de ressurgir dans un temps de paix conçu comme préparatoire à la guerre, voire comme le temps d'une guerre qui ne dit pas son nom.

Ce numéro de la *Revue des sciences sociales* explore quelques unes de ces nouvelles figures de la guerre pour

tenter de déterminer ce qui change et ce qui reste néanmoins inchangé dans cette activité vieille comme l'humanité.

Les limites du paradigme clausewitzien

Le titre «Nouvelles figures de la guerre» suggère en effet que les nouvelles formes que prend la guerre à l'ère de la mondialisation, de l'informatisation, de la robotisation, des réseaux, de la crise de l'État-nation, pourraient affecter son essence même, qui a toujours été, depuis les guerres préhistoriques, d'administrer la mort à l'extérieur du groupe social. Un tel horizon se dessine avec la doctrine «zéro mort», qui a d'abord voulu dire «zéro mort chez nous», mais qui commence à s'appliquer également à l'ennemi, en raison de l'impact sur les opinions publiques des informations qui remontent du terrain des opérations. Les techniques de surveillance et d'espionnage à des fins préventives, et la conception d'armes non létales pourraient dans l'avenir contribuer à l'effacement des distinctions entre opérations militaires et opérations de simple police.

Outre qu'une telle évolution pose d'autres questions, nous n'en sommes cependant pas encore là. Les nouvelles technologies éloignent les combattants les uns des autres et virtualisent la violence, qui n'est saisie que par l'entremise des écrans d'ordinateurs et de télévision (cf. les articles de P. Schmoll et de T. Fortin), mais la mort est bien là pour celui qui la reçoit, et les guerres récentes restent coûteuses en vies humaines, militaires et civiles.

Ph. Breton insiste sur le fait que la modernité des guerres ne doit pas cacher le constant archaïsme de leurs ressorts anthropologiques, qui réside dans la volonté de puissance des uns et l'exigence de vengeance des autres. C'est d'ailleurs cette même constance qui nous a fait réserver une place, dans le prolongement de ce dossier, à un groupe de textes prononcés à l'occasion du 60^e anniversaire de la mort de Maurice Halbwachs à Buchenwald (P. Aïcoberly, Ch. de Montlibert et F. Raphaël). La terrible répétition des conduites humaines dans ce domaine donne toute son actualité, pour

notre approche des guerres modernes, voire sur-modernes, à ces analyses qui portent sur une période qu'on penserait à tort révolue. Dans le même esprit, nos rubriques traditionnellement hors-dossier, «carnets de route» et «chantiers de recherche», accueillent dans ce numéro des articles qui nous renvoient à ce qu'ont en commun toutes les guerres.

Ces limites à la «nouveau» des guerres contemporaines étant précisées, on doit cependant se demander si leurs formes sur-modernes n'impliquent pas une évolution majeure, voire un changement de paradigme. Pour le formuler autrement, certes, la guerre existe depuis le paléolithique, mais ses formes changent en même temps que les sociétés qui guerroyent et dont elles sont, de ce fait, un analyseur. Elles révèlent d'ailleurs d'autant plus brutalement les changements sociaux qu'une nouvelle figure de guerre se traduit en général concrètement par un renversement de situation sur le terrain des opérations: qu'on se souvienne par exemple de la «levée en masse» de 1792, qui permet de dater de la bataille de Valmy l'entrée dans une ère nouvelle, non seulement dans la manière de conduire la guerre, mais dans les rapports entre la société et l'État, du fait de l'implication du peuple tout entier dans la défense du pays, contrepartie de son droit de cité en politique.

De ce point de vue, certaines figures effectivement nouvelles de la guerre annoncent les limites du paradigme clausewitzien qui subordonnait la guerre au contrôle politique d'États-nations forts et bien identifiés, transposant en quelque sorte au niveau des collectifs l'image du combat individuel en face à face.

L'un des termes-clé de ce changement de paradigme est certainement celui de *complexité*, auquel la structure en réseau des systèmes d'armes vient donner une expression technique tangible, mais qui résultait déjà auparavant de l'urbanisation des sociétés modernes, de la spécialisation et de la répartition des compétences requises par la conduite de la guerre, de la multiplication des intervenants, politiques, militaires et industriels, dans l'organisation de la défense, ainsi que de leur interdépendance, dans un cadre de référence qui est le plus souvent transnational, voire mondial (cf. l'article de P. Schmoll). S. Schehr souligne que

la guerre a cessé d'être le monopole d'une classe d'acteurs, et est devenue le fait d'entités sub- ou trans-étatiques, de collectifs regroupés autour de revendications religieuses (comme l'illustre l'article de B. Bräuchler sur le cas des Moluques) ou identitaires et socio-économiques (comme dans le cas de la guérilla zapatiste présenté par M. Schnegg et J. Pauli).

Le paradigme de la complexité transforme le conflit duel en conflit pluriel instable, et brouille les frontières traditionnellement tracées entre des catégories substantielles jusque là claires: l'ami et l'ennemi, le civil et le militaire, l'intérieur et l'extérieur. Les missions de guerre qui prennent une forme d'intervention humanitaire ou de maintien de l'ordre étendent l'état de guerre à tous les domaines de la vie, et les moyens mis en œuvre se généralisent également: si la guerre se définit comme un conflit armé, alors une nouvelle représentation des armes s'impose, qui englobe tout moyen susceptible de nuire, et donc pas uniquement les moyens létaux. Les industriels de l'armement utilisent d'ailleurs volontiers pour désigner leurs produits le terme à la fois plus large et très euphémique de «producteurs d'effets».

Cette euphémisation de l'arme facilite certainement dans la pratique le passage de l'entraînement en simulation à l'engagement réel: la guerre finit par n'être que le prolongement des jeux vidéo et des paint-ball. L'administration de la mort devient un message comme un autre dans un système de communication – neutralisation de l'horreur à laquelle nous éduquons d'une certaine façon les *war-games* étudiés par T. Fortin, ainsi que la télévision, pour autant que le spectacle de la guerre visionné dans les foyers ne coupe plus l'appétit à l'heure du repas. Mais au plan de l'analyse stratégique, cette vision informationnelle ne manque pas de pertinence, car elle révèle que les effets de système fonctionnent dans les deux sens: l'arme n'est plus forcément de nos jours le «message» le plus efficace, car, en raison de sa perception ambiguë par un grand public, elle peut se retourner contre celui qui la tient.

La panoplie des armes s'étend donc désormais à l'ensemble des moyens susceptibles de contrôler l'adversaire (plutôt, d'ailleurs, que de le détruire).

Et ce que montrent la plupart des articles de ce numéro, c'est que dans un univers de communication, la connaissance et l'information deviennent, davantage même que les armes stricto sensu, des ressources essentielles dont les belligérants tentent de prendre le contrôle: il s'agit de savoir avant l'adversaire, de savoir ce qu'il fait, de l'empêcher de savoir, de savoir comment il sait ou croit savoir, et de diriger et de manipuler ses connaissances et ses croyances. Comme le soulignent Ph. Breton et S. Schehr dans leurs articles, le rôle de la propagande et de la manipulation de l'information est devenu primordial dans les guerres modernes, car il s'agit d'impliquer les populations dans l'effort de guerre. U. Hägele montre à cet égard que les images scénarisées par les médias lors des guerres du Golfe utilisent des invariants de l'iconographie qu'on retrouve dans les tableaux et photographies de guerres plus anciennes, et

qui font appel aux ressources culturelles communes à nos sociétés, notamment via le fonds iconique chrétien.

Le contrôle des moyens de communication, et notamment des médias de masse, est donc un enjeu majeur de l'approche stratégique, mais là aussi, la multiplication des outils et des techniques, leur accessibilité par le plus grand nombre, dans un univers communicationnel complexe, rend délicate et versatile leur utilisation comme arme. Personne n'a plus le monopole de l'information, et celle-ci peut se retourner contre ceux qui l'utilisent. Internet, en particulier, permet de donner une publicité à des conflits locaux, qui en raison du peu d'importance économique et stratégique des régions impliquées, n'auraient pas fait la une des médias de masse. B. Bräuchler, à partir du cas du conflit des Moluques, et M. Schnegg et J. Pauli, à partir du soulèvement zapatiste, confirment que

le médium n'est pas qu'un moyen d'information sur le conflit, mais une arme dans le conflit lui-même, qui permet de rechercher des soutiens à l'extérieur, et contribue à étendre, voire à internationaliser un théâtre local. *A contrario*, les communications en réseau échappent en partie à la logique du simple moyen de propagande, car l'information est discutée par ceux qui la réceptionnent. L'arme échappe donc dans ses effets à ceux qui la manipulent, et elle a des effets en retour sur la structure du conflit: des tiers y font irruption qui peuvent concourir aussi bien à son exacerbation qu'au contraire à calmer le jeu du fait de leur regard extérieur.

L'extension, et en même temps la dilution, de la notion d'arme à l'ensemble des moyens de communication a pour contrecoup remarquable de faire de la structure même du corps social dans son entier à la fois le lieu de sa fragilité, et



Daniel Depoutot: *Carnets de dessin*, 1995.

l'instrument de sa résistance aux agressions. Ce n'est plus seulement son budget militaire qui conditionne la survie d'un collectif, mais le niveau d'information et de connaissance de sa population, le rapport de cette population (tantôt crédule, tantôt réflexif) aux contenus de cette information et de cette connaissance, la structure des circuits de communication et d'information (étendus ou élitistes, unidirectionnels de masse ou en réseau, d'accès ou non facile à tous) et la structure de son système éducatif et culturel : apprendre à lire participe désormais du dispositif de défense. La résistance d'un collectif se mesure à sa résilience, et ce n'est pas le moindre paradoxe des nouvelles figure de la guerre que de devoir à terme rapprocher les militaires d'un côté, les intellectuels et les enseignants de l'autre – soit des catégories que le paradigme clausewitzien entretenait dans une certaine méfiance mutuelle – dans l'organisation de la défense collective sur des valeurs qui, par conséquent, leur soient communes.

De la fragilité de nos sociétés liée à leur complexité, le terrorisme est sans doute la figure la plus représentative ces dernières années. P. Hintermeyer montre qu'on peut le considérer comme une guerre du pauvre ou du marginal, comme un phénomène intermédiaire entre la guerre et la paix ou comme un ensemble hétérogène d'exceptions à la pacification à une époque où des techniques très meurtrières sont accessibles à de petits groupes organisés et où prolifèrent les cibles potentielles. Pour reprendre une phrase de Raymond Aron, « le terroriste ne veut pas que beaucoup de gens meurent, il veut que beaucoup de gens sachent ». L'exemple du bio-terrorisme présenté par S. et D. Raoult montre que nos sociétés présentent une fragilité particulière à l'amplification médiatique d'événements objectivement anodins. La force de cette forme de terrorisme ne repose pas sur la puissance effective des armes employées, en l'occurrence des agents toxiques, viraux ou infectieux contagieux, mais sur leur perception par le public, via les médias qui assurent la contamination de la peur. Des actions qui coûtent peu (une enveloppe contenant de la farine ou du plâtre) peuvent immobiliser les dispositifs de l'action publique et représenter au final

un coût social et économique important, et donc une réelle menace.

Au plan inverse, celui de la résilience de nos sociétés, Ph. Breton montre que la propagande nazie, si elle a été l'exemple le plus marquant du rôle primordial des moyens et des techniques de communication dans l'effort de guerre, a démontré aussi l'échec de cette conception instrumentale de l'information comme arme. Il aura en effet fallu aux nazis maintenir l'effort de propagande jusqu'au bout, ce qui démontre qu'il se heurtait à des convictions persistantes du peuple allemand dans les principes de justice et d'égalité, malgré une tradition démocratique encore récente et fragile. Le Japon a contrario n'a pas eu besoin de propagande au cours de la dernière guerre mondiale pour motiver sa population. Il y avait donc en Allemagne une tradition de valeurs qui a permis à la démocratie de fonctionner comme structure de résistance du social aux agressions qui menaçaient sa pérennité. Entrerions-nous dans une époque où, pour subvertir la formule de Clausewitz, c'est désormais la politique qui est la continuation de la guerre par d'autres moyens ?

Du coup, des méthodes d'action non-violente, qu'une conception classique du conflit tendait à présenter dans les années 1970 comme le projet vainement irénique d'intellectuels idéalistes, révèle une actualité nouvelle dans des sociétés complexes où la guerre implique l'ensemble du collectif et permet de recourir à des moyens non militaires. C'est pourquoi nous avons sollicité la contribution à ce numéro d'un représentant « historique » de ce courant, le philosophe J.-M. Muller : dans un texte engagé, il rappelle que, loin d'être pacifiste, l'action non-violente est une stratégie dont les succès passés et présents reposent sur la cohérence vécue par les protagonistes entre les fins et les moyens de l'action. La difficulté qu'a eu la démarche à s'imposer dans les milieux intellectuels tient à l'enfermement des théories du social dans un cadre idéologique (dont procède clairement Clausewitz) qui voit dans la violence une expression naturelle, incontournable, et parfois légitime, du conflit. Outre l'incohérence morale de cette position, J.-M. Muller repère qu'elle ne sert logiquement que les dominants, puisqu'il est suicidaire de soutenir que la victoire est au bout des

fusils quand c'est l'adversaire qui dispose des fusils. Aujourd'hui que la dissymétrie dans la distribution de la puissance atteint des sommets, mais que par ailleurs les actions de force armée suscitent des contre-effets dans l'opinion, liés aux contradictions entre les fins annoncées et les moyens utilisés, il devient intéressant de mettre à l'étude des actions stratégiques alternatives, où jouent au contraire la « force des liens faibles » au sens de Granovetter² ou les effets paradoxaux d'interventions contre-intuitives tels que ceux observés par l'école « systémique » de Palo Alto³.

Vers une renaissance de la polémologie ?

L'une des conséquences de ces transformations des formes de la guerre est que l'objet même de la discipline qui en traite, la polémologie, se transforme. La confusion entre missions militaires et civiles (humanitaires ou de rétablissement de l'ordre), et entre l'intérieur et l'extérieur, brouille en même temps la figure de l'ennemi autour de laquelle se construit tout conflit. Dans une visée humanitaire, sinon humaniste, l'adversaire est considéré comme un être humain qu'on s'interdit d'exterminer mais qu'il faut protéger de ses errements, au besoin contre lui-même. Ce faisant, les frontières nationales, dont la transgression définissait classiquement l'acte de guerre, perdent de leur pertinence. Si un pays occupé est administré à l'instar de celui qui l'occupe, ce dernier peut être administré à l'instar d'un pays occupé. Les mêmes signes d'insécurité dans les banlieues, interprétées comme le fait de « bandes organisées », pourraient appeler les mêmes réponses, avec les mêmes moyens, dont il est prévu d'équiper la police. Le maintien du consensus de la société autour de son armée implique donc une vigilance sur la façon dont les nouvelles formes de la guerre, en bousculant les frontières et catégories traditionnelles, font évoluer en même temps les formes de l'État et de la démocratie.

L'année 2006 marque le 110^e anniversaire de la naissance de Gaston Bouthoul qui a été à l'origine de la création et du développement de la polémologie. Insistant sur ce que l'hécatombe guerrière a de

récurrent, il introduit une rupture avec les approches habituelles de la guerre, centrées sur des jugements et des principes moraux, sur des justifications politiques ou idéologiques, sur des recommandations susceptibles d'accroître l'efficacité militaire (du point de vue de l'organisation ou des décisions stratégiques et tactiques). Lorsqu'il fonde avec Louise Weiss l'Institut Français de Polémologie en 1945, il cherche à se démarquer des études sur les relations internationales ou les opérations militaires ainsi que du pacifisme, qui lui semble impuissant à faire advenir l'idéal de paix proclamé. Il veut initier une démarche scientifique visant à expliquer l'inéluctable répétition des guerres dans l'histoire humaine.

Contrairement à Clausewitz, Gaston Bouthoul estime que la guerre est avant tout irrationnelle. Ceux qui imaginent pouvoir en tirer avantage sont dupés par les impulsions belliqueuses qui les animent et contredits par l'expérience, notamment celle du XX^e siècle, où les guerres ont des conséquences immenses et largement imprévisibles sur les belligérants, qui perdent une grande partie de leurs forces dans l'aventure. Bouthoul considère cet affaiblissement mutuel comme le principal résultat des guerres et il se demande pourquoi des nations entières y consentent, s'y préparent et s'y jettent avec détermination et enthousiasme.

La polémologie naît au lendemain de la Seconde guerre mondiale dans un contexte qui imprime sa marque aux sciences sociales. La barbarie nazie a révélé la centralité de la violence dans l'homme, mais sa défaite et la victoire des nations démocratiques donnent aussi confiance dans les possibilités d'une réduction du racisme, d'un apaisement par la prospérité, soutenue par les progrès de la raison. Les sciences sociales ont alors une vision optimiste de leur contribution au changement social. L'hégémonie des États-Unis donne un cadre de référence à la pensée sur les processus de domination. Une structuration forte de la recherche publique, surtout en France, oriente les recherches en fonction d'une commande politique et d'une demande sociale vers des objets qui intéressent le contrôle social : les populations pauvres, marginales, à risque. La notion de conflit a une place importante et les sciences humaines

et sociales s'impliquent dans les luttes de classe, dans les processus de décolonisation et de résistance à l'impérialisme, dans l'action politique impliquant une interrogation sur le rôle et le fonctionnement de l'État. Une vision substantialiste du conflit demeure : les ennemis ont une consistance forte, ils sont animés d'intentions repérées qui nourrissent la réflexion stratégique, la figure du duel organise les relations sociales, que les sciences sociales tendent elles-mêmes à appréhender dans des axiologies marquées par les oppositions entre le juste et l'injuste, le dominant et le dominé, l'agresseur et la victime.

Dans les années 1960, la démarche polémologique a le vent en poupe. L'influence de Bouthoul est relayée par la création d'instituts de polémologie aux Pays-Bas et en Italie (où les œuvres de Bouthoul rencontrent un écho appréciable) et par le développement des *peace researches* dans de nombreux pays, notamment en Europe du Nord, en Allemagne, en Grande Bretagne et dans maintes universités américaines. Un institut de polémologie est aussi créé à Strasbourg (où il subsiste encore) par Julien Freund, qui représente un soutien important. Éloigné des tendances fonctionnalistes, organicistes et énergétistes repérables chez Bouthoul, il partage avec lui l'idée que l'agressivité est au cœur du vivant, qu'elle suscite sans cesse l'animosité, qui requiert d'être étudiée scientifiquement plutôt que condamnée moralement.

Dans ce contexte, la polémologie connaît un succès de conjoncture, car l'objet guerre s'inscrit comme une figure idéaltypique de cette notion de conflit. L'une des idées force de la polémologie est cependant de poser que cette figure n'en est qu'une parmi d'autres, et de rompre avec l'approche classique, trop restrictive de Clausewitz, qui fait de la guerre une activité contrôlée par l'instance politique, et limite d'une certaine façon l'objet aux conflits armés menés entre des États, et idéalement les États modernes qui réservent à une classe de spécialistes, les militaires, la conduite de cette activité, une fois que l'instance politique a désigné l'ennemi (nécessairement extérieur au collectif qu'il gouverne). Il semble en effet pertinent d'étudier avec les mêmes outils des conflits tels que guerres civiles, révolutions, actions de résistance,

etc. Julien Freund, étend l'objet de la polémologie à l'ensemble des conflits, faisant de la polémologie la « science des conflits » en général. Cette extension va contribuer à la fois au succès de la polémologie jusqu'au début des années 1980, mais aussi à son déclin après la mort de Bouthoul. Les publications polémologiques se font plus irrégulières alors que s'amorce un lent processus de désinstitutionnalisation qui, à travers nombre de péripéties, finira par compromettre la poursuite de cette démarche scientifique originale. Dans les années 1990, des sujets qui avaient été rapprochés par la perspective polémologique se trouvent à nouveau dissociés, l'étude des relations internationales s'éloignant de celle d'autres types de violences.

La chute du mur de Berlin n'a pas fait que modifier la situation géostratégique du monde, elle a aussi marqué les cadres de référence des sciences sociales. Un monde devenu multipolaire oblige à penser les relations non plus en termes duels, mais en termes de complexité et de réseaux. La mondialisation produit un monde sans extérieur, où la figure de l'ennemi, si elle conserve quelque pertinence, est plutôt celle d'un ennemi intérieur et diffus, dont la consistance et l'intentionnalité ne sont pas fermes. Les principes de conflictualité qui animaient la pensée sociale et politique, mais aussi la psychanalyse (autour de la figure du conflit intra-psychique), ne sont certes pas obsolètes, mais les grandes théories qui s'en réclamaient cherchent à rendre compte d'une socialité qui au quotidien, par l'affirmation de l'individualisme, la permutableté des couples, la multiplication des cercles d'appartenances, se donne les moyens d'éviter ou de contourner le face à face, l'implication forte et durable des acteurs dans le duel.

L'évolution de la forme guerre dans la même période, qui oblige aujourd'hui la pensée stratégique à refondre profondément ses cadres, donne peut-être une occasion à la polémologie de renaître de ses cendres, précisément parce que repenser les figures de la guerre l'oblige à repenser son propre objet. C'est en tous cas ce à quoi contribue ce numéro.

Notes

1. Paris, Grasset, 1999.
2. Granovetter, M. (1973), The strength of weak ties, *American Journal of Sociology*, vol. 78, n° 6, p. 1360-1380.
3. Watzlawick P., Helmick Beavin J. & Jackson D.D. (1967), *Pragmatics of human Communication. A Study of Interactional Patterns, Pathologies, and Paradoxes*, New-York, W.W. Norton & Co. Trad fr. (1972), *Une logique de la communication*, Paris, Seuil.